



En haut, les crèches et garderies se sont multipliées aux Etats-Unis depuis que, dans les familles d'Américains moyens, le père et la mère travaillent à l'extérieur. Ci-dessus, une nouvelle génération d'Américains s'initie à la technologie de l'ordinateur qui occupera une place importante dans son avenir.

ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS
CHAPITRE XIII

XIII

EN MARCHE VERS
LE XXI^e SIECLE



Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev après la signature
du Traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire, décembre 1987.



L'AMÉRIQUE «POUR
DURER, DEVAIT
CHANGER...
CHANGER POUR
PRÉSERVER SES
IDÉAUX – LE DROIT À
LA VIE, À LA LIBERTÉ, À
LA RECHERCHE DU
BONHEUR. BIEN QUE
NOUS MARCHIONS
AU RYTHME DE
NOTRE TEMPS,
NOTRE MISSION SE
SITUE EN DEHORS DU
TEMPS.»

Président Bill Clinton, 1993

**UNE SOCIÉTÉ
EN
TRANSITION**

Certains changements apparus dans la structure de la société américaine vers 1980 avaient été amorcés plusieurs années ou plusieurs décennies auparavant. La composition de la population, ainsi que la nature des principaux emplois et métiers, avaient subi de profondes modifications.

La prédominance des services dans l'économie est devenue indéniable. Vers 1985, après plus d'un demi-siècle d'évo-

lution, on a constaté que les trois quarts des salariés étaient vendeurs, employés de bureau, enseignants, fonctionnaires, médecins ou professionnels de la santé, avocats et conseils juridiques ou financiers.

L'activité dans le secteur des services a bénéficié de l'ordinateur. Matériels et logiciels peuvent désormais enregistrer un nombre naguère inimaginable de données sur les tendances économiques et sociales. Le gouvernement fédéral a d'abord procédé à des investissements considérables dans l'informatique au cours des années 1950 et 1960, dans le cadre de ses programmes spatiaux et militaires. Puis, vers la fin des années 1970, deux jeunes chefs d'entreprise californiens qui travaillaient dans leur garage ont assemblé le premier ordinateur personnel grand public, Apple, et déclenché une véritable révolution. Vers le début des années 1980, des millions de micro-ordinateurs avaient pénétré dans les bureaux et les foyers américains.

Pendant ce temps, les industries traditionnelles, comme la sidérurgie et le textile, étaient sur le déclin. Le secteur automobile américain était ébranlé par la concurrence efficace de constructeurs japonais, tels que Toyota, Honda et Nissan, dont certains avaient ouvert des usines aux Etats-Unis. En 1980, un quart du marché américain était conquis. C'est vers 1990 seulement que les constructeurs américains ont commencé à égaler leurs rivaux nippons quant à la productivité des coûts et à la qualité technique des modèles, regagnant ainsi les parts du marché intérieur perdues pendant les deux décennies précédentes. Certes, les consommateurs ont bénéficié de cette concurrence acharnée – qui s'est manifestée aussi dans d'autres secteurs hautement concurrentiels comme l'informatique – mais ce dur combat en vue de juguler les coûts a entraîné la perte définitive de milliers d'emplois dans la construction automobile américaine.

Les structures démographiques se sont transformées tout autant. Après le baby-boom qui avait marqué l'après-guerre de 1946 à 1964, le taux global de la croissance démographique s'est mis à baisser, entraînant un vieillissement de la population. La composition des foyers a évolué. Aujourd'hui, dans un quart des ménages, deux personnes (ou davantage) vivent ensemble sans avoir de lien officiel.

Les nouveaux immigrants ont modifié le caractère de la société dans d'autres domaines. En 1965, un changement de politique a ralenti le rythme de l'immigration en provenance d'Europe occidentale, alors qu'il s'est intensifié de manière spectaculaire pour les personnes venant d'Asie ou d'Amérique latine. Les réfugiés vietnamiens, par exemple, ont afflué en Amérique après la fin de la guerre qui avait ravagé leur pays. En 1980, 808 000 immigrants sont entrés aux Etats-Unis. C'était le chiffre le plus élevé depuis soixante ans, car le pays était redevenu une terre d'accueil.

Dans les années 1980, de nouveaux groupes ont participé à la lutte pour l'égalité des chances. Ainsi, les homosexuels ont utilisé maintes tactiques déjà employées par le mouvement en faveur des droits civiques pour réclamer la suppression des discriminations à leur encontre, et leurs efforts ont souvent été payants. En 1975, par exemple, la commission nationale de la fonction publique a levé l'interdit qui pesait sur l'embauche des homosexuels et, à l'échelon des Etats, plusieurs lois ont été promulguées pour abolir toute différence de traitement à leur égard. Ces mesures ont entraîné une réaction prévisible, et des manifestations d'hostilité envers les homosexuels ont donné lieu à divers incidents.

Puis, en 1981, on découvrit le SIDA (syndrome immunodéficientaire acquis), maladie dévastatrice qui détruit les défenses immunitaires du corps humain. Le SIDA se transmet par voie sexuelle ou sanguine. Aux Etats-Unis, il a commencé par frapper avec une virulence toute particulière les homosexuels de sexe masculin et les toxicomanes qui utilisaient des seringues intraveineuses, mais toute la population est exposée à la contamination. En 1992, plus de 150 000 Américains étaient morts du SIDA et l'on estimait entre 300 000 et plus de un million le nombre des séropositifs. Mais l'épidémie n'est en aucune façon limitée aux Etats-Unis et l'effort réalisé pour mettre au point un traitement contre la maladie a mobilisé des chercheurs et des médecins dans le monde entier. L'un de leurs premiers succès est dû, en grande partie, aux recherches menées par les Français et les Américains ; elles ont conduit à isoler le virus et à mettre au point certains tests qui permettent de vérifier l'innocuité des réserves de sang destinées aux transfusions.

**LA VAGUE
CONSERVATRICE ET
L'AVENEMENT
DE RONALD
REAGAN**

Pour bien des Américains, l'évolution politique, sociale et économique des deux décennies antérieures avait engendré un climat de désenchantement ; les raisons de cette morosité étaient nombreuses et allaient de la criminalité et de la polarisation raciale dans les grands centres urbains à la récession économique et à l'inflation qui avaient marqué la présidence de Jimmy Carter. Cette situation avait également renforcé la méfiance du public à l'égard du gouvernement, jugé incapable de résoudre les graves problèmes sociaux et politiques.

Les conservateurs, longtemps tenus à l'écart des affaires nationales, étaient bien placés pour profiter de ce nouvel état d'esprit. Ils réclamaient une diminution du rôle de l'Etat, un renforcement de la défense nationale et la protection des valeurs traditionnelles contre ce qu'ils considéraient comme les empiétements de la société moderne, généralement permissive et souvent chaotique. Or c'était là un langage auquel les Américains se montraient réceptifs.

Cette évolution favorable aux conservateurs s'alimentait à des sources diverses. De nombreux chrétiens fondamentalistes, qui tiennent la Bible pour la parole directe et infaillible de Dieu, étaient particulièrement préoccupés par la montée de la délinquance et l'immoralité sexuelle. L'un de leurs mouvements les plus efficaces en politique, au début des années 1980, fut celui de la «Majorité morale», conduit par le pasteur baptiste Jerry Falwell. Un autre, dirigé par Pat Robertson, avait créé une «Coalition chrétienne» dont la puissance se manifesta vigoureusement au sein du parti républicain au début des années 1990. Ces deux mouvements, comme bien d'autres, voulaient replacer la religion au centre de la vie américaine. Des télévangélistes comme Falwell et Robertson firent de nombreux adeptes.

Un problème différent, qui permit également aux conservateurs de galvaniser leurs troupes, recélait un élément émotionnel et un facteur de division plus puissants qu'aucun autre : il s'agissait de l'avortement. Divers individus et organisations se trouvèrent unis dans leur opposition à un arrêt de la Cour suprême, prononcé en 1973, *Roe c. Wade*, qui reconnaissait à une femme le droit de se faire avorter dans les premiers mois de sa grossesse. Parmi les opposants figuraient, entre autres, nombre de catholiques, maints parti-

sans d'une politique conservatrice et des fondamentalistes religieux pour qui l'avortement, dans presque tous les cas, équivalait à un meurtre. Ils étaient prêts à se ranger derrière tout homme politique favorable à leur thèse – et à combattre quiconque ne partagerait pas leurs idées. Les manifestations organisées respectivement par les tenants de la liberté du choix et par les adversaires de l'avortement devinrent bientôt incontournables dans la politique américaine.

Au sein du parti républicain, l'aile droite reprenait l'avantage. Elle y avait déjà brièvement dominé en 1964, quand elle avait réussi à faire investir son candidat à la présidence, Barry Goldwater, mais elle était ensuite retombée dans l'ombre. En 1980, pourtant, grâce aux nouvelles techniques de collecte des fonds à des fins électorales, la droite déborda l'aile modérée du parti. Forte de la puissance de feu fournie par des personnalités conservatrices comme l'économiste Milton Friedman, les journalistes William F. Buckley et George Will ou par les instituts de recherche comme la Heritage Foundation, la nouvelle droite joua un rôle important dans la définition des problèmes des années 1980.

Comme les conservateurs de la «vieille garde», la nouvelle droite préconisait une stricte limitation des interventions du gouvernement dans l'économie, tout en souhaitant utiliser le pouvoir de l'Etat pour promouvoir ses idées sur les valeurs familiales, restreindre les manifestations d'homosexualité et censurer la pornographie. D'une façon générale, la nouvelle droite réclamait des mesures rigoureuses contre la criminalité, un renforcement de la défense nationale et un amendement à la Constitution pour rétablir la prière à l'école ; elle s'opposait à l'avortement et à l'amendement sur l'égalité des droits en faveur des femmes.

La personnalité qui réussit à rassembler ces tendances disparates fut Ronald Reagan. Né dans l'Illinois, il avait été acteur de cinéma à Hollywood et à la télévision, avant de se tourner vers la politique. Il s'était fait remarquer pour la première fois dans la vie publique en 1964, avec un discours télévisé en faveur de la candidature de Barry Goldwater. En 1966, il était élu gouverneur en Californie grâce à une vague de mécontentement de l'électorat indigné par la révolte des étudiants à l'université de Californie de Berkeley. Il conserva

ses fonctions jusqu'en 1975. L'année suivante, il manqua de peu l'investiture du parti républicain comme candidat à la présidence, avant d'obtenir cette consécration en 1980 et de l'emporter sur Jimmy Carter. Il fut réélu de façon triomphale en 1984, face à Walter Mondale, l'ancien vice-président de Jimmy Carter.

L'optimisme inébranlable du président Reagan et son talent pour souligner les réalisations et les aspirations du peuple américain ne cessèrent de se manifester pendant ses deux mandats. C'était un personnage rassurant qui incarnait la stabilité pour beaucoup d'Américains. Malgré sa tendance à faire des déclarations parfois erronées, Reagan était considéré comme un «grand communicateur», surtout pour sa maîtrise de la télévision. Aux yeux de nombreux Américains, il évoquait la prospérité et la tranquillité sociale relative des années 1950, sous la présidence d'une autre personnalité publique chaleureuse, Dwight Eisenhower.

Reagan croyait que le gouvernement s'ingérait trop profondément dans la vie des Américains. Il voulait réduire les activités de l'Etat dont il pensait que le pays n'avait pas besoin et souhaitait éliminer «le gaspillage, la fraude et les abus». Pendant toute sa présidence, Reagan poursuivit le programme de déréglementation commencé par Jimmy Carter, mais il s'y attaqua plus sérieusement que son prédécesseur. Il s'efforça d'éliminer les réglementations qui affectaient le consommateur, le lieu de travail et l'environnement, car il les trouvait inefficaces, coûteuses et gênantes pour la croissance économique.

**L'ECONOMIE
DANS LES
ANNEES 1980**

Le programme intérieur du président Reagan était enraciné dans une conviction : pour que la nation puisse prospérer, il fallait libérer la puissance du secteur économique privé. Il était partisan de l'économie de l'offre, selon laquelle la voie la plus rapide vers la croissance est celle qui passe par une augmentation de l'offre des biens et des services ; Reagan voulait donc faire adopter de vastes allègements fiscaux pour favoriser les dépenses de consommation, l'épargne et les investissements. Les économistes favorables à

cette théorie alléguait que des réductions fiscales entraîneraient un accroissement des investissements dans les entreprises, une augmentation des profits et – grâce aux recettes fiscales perçues sur ces profits – gonfleraient les ressources de l'Etat. En dépit d'une faible majorité républicaine au Sénat et d'une domination des démocrates à la Chambre des représentants, le président Reagan réussit, au cours de sa première année à la Maison-Blanche, à faire voter le principal volet de son programme économique, à savoir une réduction de 25 % des impôts des particuliers, qui devait être échelonnée sur trois ans. Le gouvernement Reagan réussit également à obtenir des augmentations considérables du budget militaire pour moderniser l'armée et faire pièce à ce qu'il considérait comme une menace permanente et croissante de l'Union soviétique.

Une récession marqua les premières années de la présidence de Ronald Reagan. Elle frappa presque tous les secteurs de la société. Le produit national brut (PNB) diminua de 2,5 % en 1982, alors que le taux de chômage franchissait la barre des 10 % ; plus d'un tiers des usines étaient arrêtées. D'un bout à l'autre du Midwest, les grandes entreprises, telles que General Electric et International Harvester, licencièrent des ouvriers. La crise du pétrole contribua à cet effondrement. Comme les gains de productivité baissaient aux Etats-Unis, leurs rivaux économiques, l'Allemagne et le Japon, entre autres, accaparèrent une plus grande part du commerce mondial. La consommation américaine de biens produits à l'étranger augmenta rapidement.

Les agriculteurs connaissaient également des temps difficiles. Leurs effectifs diminuèrent, et la production se concentra dans un nombre plus réduit d'exploitations. Au cours des années 1970, les cultivateurs américains avaient dû aider l'Inde, la Chine, l'URSS et d'autres pays victimes de pénuries agricoles ; ils s'étaient alors lourdement endettés pour acheter des terres et accroître la production. Puis la hausse des prix du pétrole avait gonflé les coûts agricoles, de sorte qu'en 1980 le marasme de l'économie mondiale réduisit la demande de produits de la terre. Les cultivateurs avaient désormais beaucoup de mal à joindre les deux bouts.

Mais la profonde récession qui se prolongea jusqu'à la fin de l'année 1982 – accompagnée par une chute des cours du pétrole – eut une conséquence bénéfique : elle mit fin à l'inflation galopante qui s'était déchaînée sous la présidence de Carter. La situation de certains secteurs économiques s'améliora vers la fin de 1983 ; au début de 1984, l'économie rebondit, et les Etats-Unis entrèrent dans l'une des plus longues périodes de croissance soutenue depuis la Seconde Guerre mondiale. Le Japon accepta d'imposer volontairement des quotas sur ses exportations de voitures vers les Etats-Unis. Les dépenses des consommateurs augmentèrent sous l'effet des allègements fiscaux fédéraux. Les cours de la Bourse remontèrent, reflétant l'optimisme du marché pris d'une frénésie d'achats. Pendant les cinq années suivantes, après le redémarrage de l'économie, le PNB s'accrut au taux annuel de 4,2 % ; le taux de l'inflation s'établit entre 3 et 5 % de 1983 à 1987, sauf pour l'année 1986 où il tomba au-dessous de 2 % – c'était le chiffre le plus bas jamais enregistré depuis plusieurs décennies. Pour sa part, le produit national brut augmenta considérablement au cours des années 1980 ; entre 1982 et 1987, l'économie américaine avait créé plus de treize millions d'emplois.

Pourtant, un pourcentage alarmant de cette croissance était dû au déficit budgétaire. Sous la présidence de Reagan, la dette publique avait quasiment triplé. Bien pis, presque toute l'augmentation de la richesse nationale avait bénéficié aux couches sociales dont les revenus étaient les plus élevés. En fait, à mesure que les emplois les plus mal rémunérés ou les moins qualifiés étaient éliminés, bien des familles pauvres et même certains foyers de la classe moyenne perdaient du terrain.

Fidèle à sa promesse d'abaisser les impôts, Reagan signa la réforme fiscale la plus radicale depuis soixante-quinze ans. Cette mesure, prise au cours de son second mandat, reçut un accueil favorable, tant de la part des démocrates que des républicains ; elle abaissait les taux d'imposition, simplifiait les tranches, remédiait aux lacunes et s'efforçait d'imposer plus équitablement les catégories les plus défavorisées. Pourtant, de graves problèmes subsistaient. Les indigents chroniques ne bénéficiaient pas des améliorations de

l'économie. Les agriculteurs étaient toujours en proie à des difficultés, et les grandes sécheresses de 1986 et 1988 aggravèrent leur situation.

Par suite de l'accroissement du budget militaire, des allègements fiscaux et de l'augmentation des dépenses publiques de santé, les dépenses de l'Etat fédéral étaient nettement supérieures à ses rentrées. Certains analystes accusèrent même la Maison-Blanche de suivre une stratégie délibérée pour empêcher l'augmentation des dépenses intérieures que réclamaient les démocrates. Pourtant, au Congrès, démocrates aussi bien que républicains refusèrent d'amputer ces dépenses. Le déficit annuel qui ne dépassait pas 74 milliards de dollars en 1980 atteignit 221 milliards en 1986 avant de retomber à 150 milliards en 1987. Un effondrement du marché boursier, vers la fin de cette même année, focalisa les doutes qui planaient sur la stabilité de l'économie.

**LES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

Le président Reagan souhaitait faire jouer aux Etats-Unis un rôle plus affirmé en politique étrangère. L'Amérique centrale lui en offrit bientôt l'occasion. Les Etats-Unis firent bénéficier le Salvador d'un programme d'aide économique et de préparation militaire lorsque les guérilleros menacèrent de renverser le gouvernement. La Maison-Blanche encouragea aussi activement la transition vers des élections démocratiques dans ce pays. En revanche, elle ne réussit que partiellement à réfréner les activités des escadrons de la mort, issus de l'extrême droite. L'aide des Etats-Unis contribua, certes, à stabiliser le régime mais l'intensité des violences au Salvador, loin de diminuer, augmenta vers la fin de 1989. Un accord de paix fut finalement signé en 1992.

La politique des Etats-Unis envers le Nicaragua fut beaucoup plus controversée. En 1979, des révolutionnaires, qui s'étaient baptisés les «sandinistes», avaient renversé le régime répressif de droite imposé par Somoza. Le gouvernement sandiniste rejeta les demandes des Etats-Unis qui souhaitaient le voir, d'une part, mettre un terme à ses relations militaires avec Cuba et l'Union soviétique, et, d'autre part,

s'orienter vers des réformes démocratiques. Les tentatives de paix menées à l'échelon régional finirent par échouer et le gouvernement américain concentra ses efforts sur le soutien qu'il apportait aux éléments de la résistance antisandiniste connus sous le nom de «contras». A la suite d'un débat politique intense, le Congrès finit par leur interdire toute aide militaire en octobre 1984, mais il maintint le principe de l'assistance humanitaire. Sous la pression du gouvernement, il revint d'ailleurs sur cette décision en automne 1986 et approuva l'octroi de 100 millions de dollars pour l'aide militaire aux contras. Pourtant, l'intervention de plusieurs facteurs – insuccès sur le champ de bataille, accusations d'atteintes aux droits de l'homme, révélations sur l'utilisation des fonds provenant de ventes secrètes d'armes à l'Iran au profit des guérilleros antisandinistes – affaiblirent au Congrès les soutiens politiques favorables à la poursuite d'une aide militaire aux contras.

Par la suite, le gouvernement du président George Bush renonça à fournir une aide militaire aux contras, mais il apporta son soutien à une coalition politique d'opposition, conduite par Violetta Chamorro, qui remporta une étonnante victoire électorale sur les sandinistes en février 1990.

Néanmoins, le gouvernement Reagan assista à un retour de la démocratie dans toute l'Amérique latine, du Guatemala à l'Argentine. Par ailleurs, en Asie, la campagne de Corazon Aquino, sur le thème du «pouvoir populaire», permit de renverser le dictateur Ferdinand Marcos aux Philippines tandis que, en Corée du Sud, des élections mirent un terme à plusieurs décennies de pouvoir militaire.

Inversement, l'Afrique du Sud maintenait son intransigeance, en dépit des encouragements que lui prodiguait le gouvernement Reagan pour l'inciter à mettre un terme à l'apartheid. En 1986, irrité par l'absence de progrès, le Congrès passa outre au veto de Reagan et imposa une série de sanctions économiques à l'Afrique du Sud. Ce fut seulement en décembre 1988, pendant les dernières semaines du mandat de Ronald Reagan, que plusieurs années de patiente médiation de la part des Etats-Unis contribuèrent à la conclusion d'un règlement de paix historique, couronné par l'octroi de l'indépendance à la Namibie.

Malgré ses véhémentes diatribes anticommunistes, le gouvernement Reagan n'utilisa qu'avec modération ses forces armées. Le 25 octobre 1983, des troupes américaines débarquèrent dans les Caraïbes, sur l'île de la Grenade, après un pressant appel au secours lancé par les pays voisins. Cette initiative suivait l'assassinat du Premier ministre de gauche de la Grenade par des membres de son propre parti d'orientation marxiste. Après de brefs combats, les soldats américains capturèrent plusieurs centaines de Cubains et saisirent divers dépôts d'armes d'origine soviétique. En décembre 1983, les dernières unités combattantes américaines avaient quitté la Grenade où des élections démocratiques furent organisées l'année suivante.

Les efforts militaires des États-Unis au Liban, où ils tentaient d'apporter leur soutien à un gouvernement faible, modéré et pro-occidental, se terminèrent tragiquement en octobre 1983, avec la mort de 241 *marines* dans un attentat terroriste. En avril 1986, les États-Unis effectuèrent des raids sur Tripoli et Benghazi, en Libye, pour répliquer à des attaques terroristes organisées par les Libyens contre des personnels militaires américains en Europe.

Dans le golfe Persique, la rupture des relations américano-iraniennes, puis un long conflit entre l'Iran et l'Irak donnèrent lieu à une série d'activités navales des États-Unis dans la région. À l'origine, les Américains avaient répondu à une demande du Koweït soucieux d'assurer une protection à sa flotte de pétroliers ; par la suite, les États-Unis, avec le concours des escadres envoyées par plusieurs pays d'Europe occidentale, garantirent la sécurité des voies de navigation dans le golfe en escortant les convois de pétroliers et d'autres navires neutres.

**LES
RELATIONS
AMERICANO-
SOVIETIQUES**

Dans les relations des États-Unis avec l'Union soviétique, la politique avouée de Reagan consistait à montrer sa force pour maintenir la paix. Dans la plus pure tradition de la guerre froide, le Président était résolu à se conduire avec fermeté vis-à-vis du pays qu'il appelait «l'empire du mal». Deux événements accrurent bientôt les tensions entre les

Etats-Unis et l'Union soviétique : l'interdiction du syndicat Solidarité en Pologne, en 1981, et la destruction d'un avion de ligne, le vol 007 des Korean Airlines, qui était sorti de son couloir aérien et avait été abattu par un chasseur soviétique, le 1^{er} septembre 1983. Les Etats-Unis condamnèrent également la poursuite de l'occupation soviétique en Afghanistan et aidèrent la résistance des moudjahidin.

Pendant le premier mandat de Ronald Reagan, son gouvernement avait dépensé des sommes sans précédent pour réarmer massivement le pays et installer divers missiles nucléaires de portée intermédiaire en Europe afin de contrebalancer le déploiement de missiles soviétiques similaires. Le 23 mars 1983, après une des polémiques les plus passionnées de sa présidence, Reagan annonça l'adoption de l'Initiative de défense stratégique (IDS). Ce programme de recherche sur les technologies de pointe, notamment les lasers et les projectiles à haute énergie, visait à protéger les Etats-Unis contre les missiles balistiques intercontinentaux. Certes, de nombreux savants s'interrogeaient sur la possibilité technique de réaliser l'IDS et, de leur côté, bien des économistes soulignaient l'ampleur exorbitante des crédits nécessaires, mais le gouvernement n'en entama pas moins la mise en œuvre du projet.

Après sa réélection en 1984, Reagan atténua la rigidité de son attitude sur la question du contrôle des armements. Pour sa part, Moscou se montrait favorable à un accord, notamment parce que l'économie soviétique était incapable de supporter les dépenses requises pour rivaliser avec le réarmement américain. En novembre 1985, Ronald Reagan rencontra le nouveau dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, lors d'une réunion au sommet organisée à Genève. Les deux hommes se mirent d'accord sur le principe d'une réduction de 50 % des armements nucléaires stratégiques offensifs ; ils convinrent également de préparer un accord provisoire sur les forces nucléaires de portée intermédiaire. Finalement, en décembre 1987, le président Reagan et le secrétaire général du parti communiste soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, signaient le traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI) qui prévoyait la destruction de toute une catégorie d'armements nucléaires.

**LA NAVETTE
SPATIALE**

Si l'issue de l'Initiative de défense stratégique était problématique pour le gouvernement Reagan, d'autres programmes se révélèrent plus prometteurs. En 1981, les États-Unis lancèrent la navette *Columbia*, premier vaisseau spatial habité et réutilisable. Entre 1981 et 1985, l'engin donna la mesure de ses extraordinaires possibilités : les astronautes l'utilisèrent pour faire des expériences, prendre des photos, lancer, ramener ou réparer des satellites en orbite. Pourtant, en janvier 1986, ce fut le drame : la navette *Challenger* explosa, soixante-treize secondes après son décollage, tuant sur le coup six astronautes et une institutrice, qui devait être le premier simple citoyen envoyé dans l'espace. Les missions de la navette furent suspendues *sine die*, tandis que la NASA s'employait à en modifier la conception pour accroître sa sécurité. Quand les États-Unis furent en mesure de lancer avec succès la navette *Discovery*, à la fin de 1988, la NASA avait introduit trois cents modifications dans le système de lancement et dans les logiciels de ses ordinateurs.

**L'AFFAIRE
DES CONTRAS
ET LE
LUNDI NOIR**

Le président Reagan dut faire face à un très grave problème de politique étrangère, peu de temps avant la fin de son second mandat. En 1987, les Américains avaient appris que leur gouvernement avait secrètement vendu des armes à l'Iran, espérant ainsi obtenir la libération d'otages américains détenus au Liban par des organisations extrémistes placées sous la coupe du gouvernement iranien de Khomeyni. L'enquête révéla également que les fonds provenant de ces ventes avaient été détournés au profit des contras du Nicaragua pendant une période au cours de laquelle le Congrès avait interdit de leur fournir une aide militaire.

Une commission mixte de la Chambre et du Sénat fut chargée de l'affaire. Elle s'efforça de savoir si des actes illicites avaient été commis et elle examina la question plus vaste des intérêts que défendait la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient et en Amérique centrale. D'un point de vue plus général, ces auditions, comme celles organisées par le Sénat à propos du Watergate, quatorze ans plus tôt, permirent d'aborder des questions fondamentales sur la respon-

sabilité du gouvernement envers le public et l'équilibre à maintenir entre l'exécutif et le législatif au sein de l'Etat.

Le 19 octobre 1987, appelé le «lundi noir», les Etats-Unis subirent un grave revers économique ; la cote des valeurs boursières dégringola de 22 %, remettant en mémoire le fameux krach de 1929 qui avait préludé à la Grande Crise des années 1930. Plusieurs causes étaient à l'origine de cette débâcle financière : l'inquiétude suscitée par les déficits commerciaux et budgétaires du gouvernement fédéral ; les préoccupations quant au très fort niveau d'endettement des particuliers et des entreprises ; enfin, la récente technique boursière des «transactions programmées», selon laquelle les ordinateurs pouvaient donner automatiquement des ordres de vente ou d'achat pour d'immenses quantités d'actions quand certaines conditions se trouvaient réunies.

Néanmoins, la nation se rétablit dans un laps de temps remarquablement court. Certes, bien des Américains abandonnèrent alors la Bourse pour des investissements plus sûrs, mais il n'y eut pas de récession. En fait, la croissance économique se poursuivit et le taux de chômage tomba à un niveau inconnu depuis quatorze ans : 5,2 % en juin 1988.

**LA
PRESIDENCE
DE GEORGE
BUSH**

Le président Reagan continuait à bénéficier d'une popularité exceptionnellement élevée à la fin de son second mandat, mais conformément à la Constitution des Etats-Unis il ne pouvait se présenter à nouveau en 1988. Son héritier politique, celui qui avait été son vice-président pendant les huit années de ses deux mandats, George Bush, profita largement de sa popularité et devint le quarante-et-unième président des Etats-Unis.

Bush avait fait campagne en promettant aux électeurs la prolongation de la prospérité que Reagan leur avait déjà apportée ; il soutenait également que sa compétence lui permettrait d'assurer la défense des Etats-Unis plus vigoureusement que ne le ferait le candidat du parti démocrate, Michael Dukakis. Celui-ci, gouverneur du Massachusetts, affirmait que les Américains les plus défavorisés souffraient de la situation économique et que le gouvernement devait les aider,

tout en réduisant simultanément l'endettement fédéral et les dépenses d'armement. Les électeurs furent plus séduits par le message économique de Bush, en particulier par la promesse qu'il n'y aurait pas de nouveaux impôts.

Pendant sa première année à la Maison-Blanche, Bush se montra conservateur dans le domaine financier ; en matière d'impôts, de dépenses et d'endettement, il resta fidèle aux principes économiques du gouvernement Reagan. Pourtant, face à un déficit budgétaire démesuré et contraint par la loi à restaurer l'équilibre, il dut limiter l'accroissement des dépenses et exiger des restrictions budgétaires. C'est pourquoi les mesures les moins coûteuses pour Washington furent aussi celles qui eurent les faveurs du gouvernement. Bush introduisit donc des changements dans la politique des pouvoirs publics quant à l'enseignement et la défense de l'environnement – domaines où le secteur privé, les autorités locales et les gouvernements des cinquante Etats paient la plupart des factures. En novembre 1990, il signait des lois draconiennes qui renouvelaient les normes fédérales relatives aux émissions de fumées urbaines et aux gaz d'échappement, au rejet de polluants dans l'atmosphère et aux pluies acides ; cependant, la plupart des dépenses exigées par ces mesures étaient laissées à la charge des pollueurs industriels. Il promulgua également une loi pour exiger que les handicapés aient une possibilité d'accès en tous lieux, mais les aménagements restaient aux frais des entreprises.

BUDGETS ET DEFICITS

La lutte contre le déficit budgétaire fut plus problématique. L'affaire des caisses d'épargne, notamment, fut une source de difficultés pour le gouvernement. Des fraudes, des erreurs de gestion, le laxisme des réglementations et la récession économique dans plusieurs régions des Etats-Unis, vers 1980-1985, entraînèrent de nombreuses banqueroutes parmi les établissements «d'épargne et de crédit». Ils étaient plus de 3 100 vers la fin des années 1970, mais il n'en restait plus que 2 453 le 30 juin 1990. Or les dépôts étaient garantis par le gouvernement qui subit des pertes énormes.

En janvier 1990, quand George Bush présenta son pro-

jet de budget au Congrès, les démocrates prétendirent qu'il était fondé sur des projections bien trop optimistes ; selon eux, pour respecter les dispositions de la loi sur la réduction du déficit, le gouvernement devait augmenter les impôts et amputer les dépenses militaires. Les marchandages traînèrent en longueur mais finalement, au moins de juin, malgré ses promesses électorales, le Président dut admettre devant les chefs de file du Congrès que l'évolution intervenue dans la situation économique du pays l'obligerait à inclure des augmentations d'impôt dans tout projet de budget.

Pourtant, la conjonction de divers facteurs – récession, pertes entraînées par l'affaire des caisses d'épargne et accroissement des dépenses de santé (notamment pour Medicare et Medicaid) – annula l'effet des mesures prises dans l'intention de réduire le déficit. Celui-ci fut au moins aussi important en 1991 que l'année précédente.

**LA FIN DE LA
GUERRE
FROIDE**

Les relations entre les superpuissances, à la fin des années 1980, furent dominées par les bouleversements survenus en Europe orientale. Les Etats-Unis et les autres pays se contentèrent d'observer comment les soulèvements de peuples avides de réformes démocratiques faisaient tomber tous les gouvernements communistes de cette partie du monde.

Malgré la réussite de la rencontre au sommet organisée à Malte, en 1989, entre Bush et Gorbatchev, il aurait été difficile de prévoir les extraordinaires progrès qui allaient intervenir dans les relations américano-soviétiques en 1990. En janvier, dans son message sur l'état de l'Union, George Bush annonçait son intention de ramener à 195 000 hommes les effectifs des troupes américaines basées en Europe. En février, le gouvernement entamait avec l'URSS des négociations sur le contrôle des armements et sur la réunification de l'Allemagne. Sept mois plus tard, après de nombreuses discussions bilatérales et multilatérales, l'Union soviétique renonçait aux droits acquis pendant la guerre et acceptait qu'une Allemagne réunifiée occupe pleinement sa place au sein de l'OTAN. Le traité portant sur le règlement final de la question allemande fut signé à Moscou le 12 septembre.

UNE NATION D'IMMIGRANTS

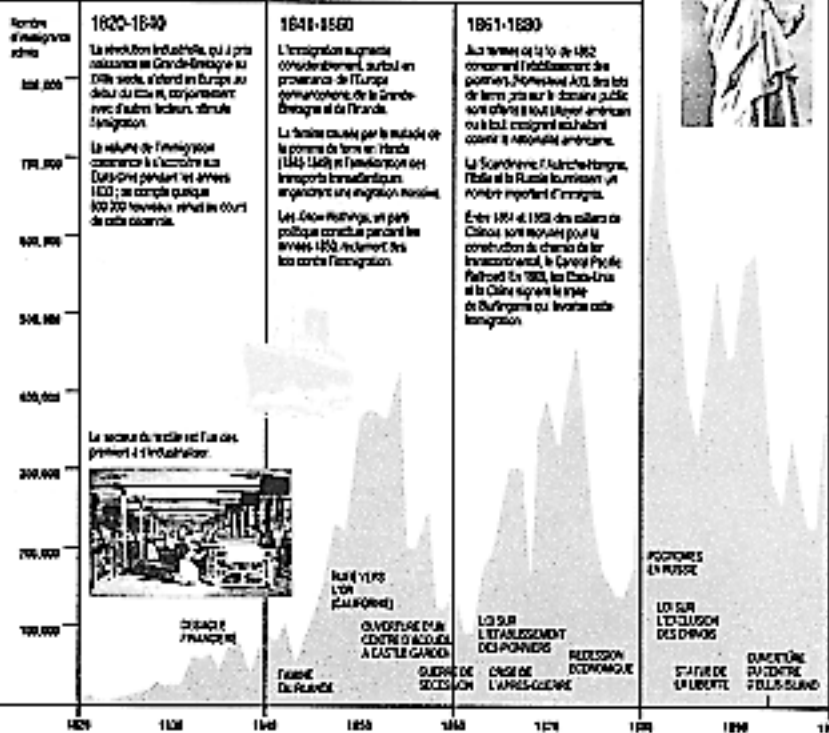
Au moment où fut proclamée l'indépendance des Etats-Unis, en 1776, les deux cinquièmes de la population n'étaient pas d'origine anglaise. Selon le premier recensement, en 1790, il y avait un peu moins de quatre millions de colons et l'on comptait environ dix mille nouveaux venus par an. En 1820, quand le gouvernement américain entreprit de conserver les registres des arrivées, la majorité des immigrants provenaient du nord de l'Europe ; à la fin du xix^e siècle, ils venaient surtout du sud et de l'est de l'Europe. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux sont d'origine latino-américaine ou asiatique. Mais eux aussi ont le même rêve : la liberté et une chance de réussite.

1881-1900

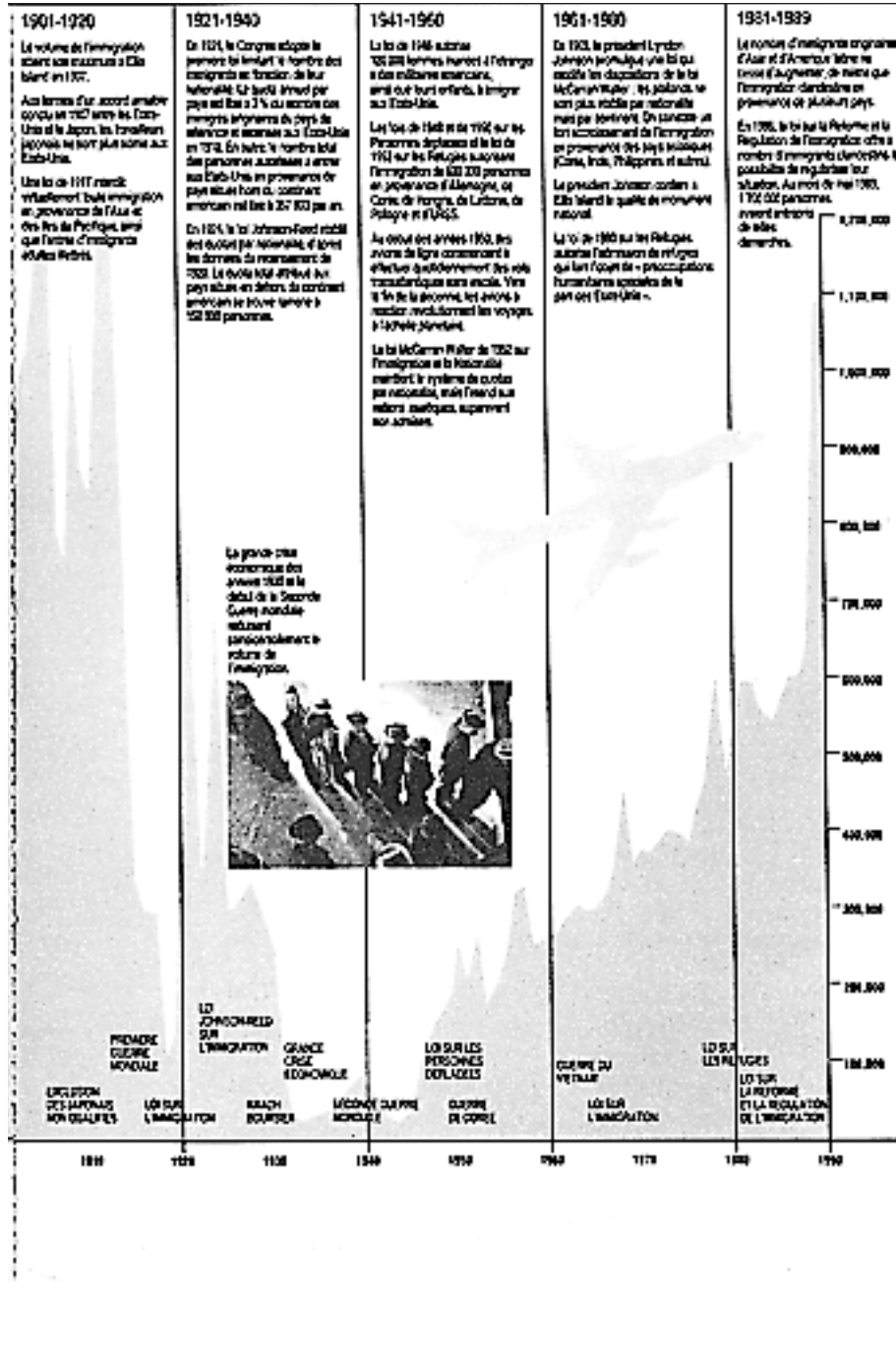
Italie, Chine, Russie et musulmans des pays de l'Europe du Nord-ouest et grand nombre aux Etats-Unis.

En 1882 sur l'initiative des Chinois, interdit provisoirement toute immigration en provenance de la Chine. Cette exclusion devient permanente en 1903. Elle est abolie pendant la Seconde Guerre mondiale.

En 1890, le camp d'accueil à Ellis Island à New York, commence à recevoir des immigrants.



ESQUISSE DE L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS



Le 19 novembre 1990, le président Bush et les chefs d'Etat de vingt et un pays signaient le Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) lors d'une réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Ce traité était l'un des accords les plus complexes et les plus ambitieux jamais conclus sur le contrôle des armements. Il concernait des milliers de chars, d'avions et de pièces d'artillerie déployés par l'OTAN et par les pays de l'ancien pacte de Varsovie, de l'Atlantique à l'Oural.

Puis, le 31 juillet 1991, les Etats-Unis concluaient avec l'Union soviétique leur ultime grand accord en la matière avec la signature, par les présidents Bush et Gorbatchev, d'un texte longuement négocié sur la réduction des armements stratégiques, le traité START. Cette convention prévoyait la diminution des arsenaux nucléaires de part et d'autre dans une proportion de 30 à 40 %. Mais même ces dispositions furent éclipsées par l'accord intervenu entre le président Bush et le président Boris Eltsine, président de la nouvelle Fédération de Russie, en vue de l'élimination totale de tous les missiles à ogives multiples avant la fin de 2003. A eux deux, ces traités étaient censés diminuer des deux tiers le nombre des ogives, qui allait passer de 21 000 à 6 000 ou 7 000. Le problème de l'élimination des matériaux nucléaires ainsi mis au rebut et la menace toujours présente de la prolifération remplacèrent la crainte d'un conflit nucléaire entre Washington et Moscou. La guerre froide était finie.

LA GUERRE DU GOLFE

L'euphorie causée par la fin de la guerre froide fut tragiquement assombrie avec l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990. La mainmise des Irakiens sur cet émirat, tout comme le danger qu'elle faisait peser sur l'Arabie Saoudite et les petits Etats du Golfe, menaçaient certains des intérêts vitaux des Etats-Unis ; les Américains étaient en effet tributaires en grande partie, comme le reste de l'Occident, du pétrole en provenance de cette région.

Après avoir vigoureusement condamné le comportement de l'Irak, le président Bush demanda le retrait immédiat et inconditionnel des troupes irakiennes. Réuni d'urgence, le

Conseil de sécurité des Nations unies adopta, à l'unanimité, la condamnation de l'Irak, l'ordre de cessez-le-feu et la demande d'évacuation du Koweït par l'armée irakienne.

Puis l'Irak annonça l'annexion du Koweït, ordonna la fermeture de toutes les ambassades du pays et commença de prendre en otages les citoyens américains et britanniques. Le 8 août, le président Bush prit la parole à la télévision pour annoncer l'envoi de troupes américaines au Moyen-Orient. Il s'appliqua ensuite à former l'une des plus extraordinaires coalitions militaires et politiques des temps modernes, en rassemblant des contingents venus d'Asie, d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient lui-même.

Dans les jours et les semaines qui suivirent l'invasion, le Conseil de sécurité vota douze résolutions pour condamner l'agression et imposer à l'Irak une série de sanctions économiques d'une grande ampleur. La douzième résolution, adoptée le 29 novembre, autorisait les nations membres de l'ONU à utiliser la force si l'envahisseur n'évacuait pas le Koweït avant le 15 janvier 1991. Sans l'entente toute neuve entre l'URSS et les Etats-Unis, les Nations unies n'auraient jamais autorisé une action militaire contre l'Irak.

Les membres du Congrès avaient demandé au président Bush et à la communauté internationale d'épuiser tous les recours pour résoudre la crise du Golfe par des moyens pacifiques, mais un problème de droit constitutionnel se posait encore : c'est au pouvoir législatif que la Constitution américaine accorde le droit de déclarer la guerre. Certes, pendant la seconde moitié du ^{xx}e siècle, les Etats-Unis s'étaient trouvés impliqués à plusieurs reprises dans des conflits armés sans avoir obtenu aucun mandat du Congrès, en particulier au Vietnam. Mais certains élus affirmèrent que Bush avait besoin de l'aval des législateurs pour entraîner l'Amérique dans la guerre. D'autres prétendaient pourtant que le Congrès voulait surtout avoir son mot à dire sur le lieu, le moment et les conditions de la guerre – sans vouloir prendre la responsabilité de la déclarer lui-même.

Le 12 janvier 1991, le Congrès donna au président Bush les pouvoirs qu'il avait demandés dans les conditions les plus explicites et les plus larges jamais accordées à un président depuis près d'un demi-siècle.

La guerre éclata moins de vingt-quatre heures après l'expiration de l'ultimatum. Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Arabie Saoudite et le Koweït libérèrent les territoires occupés par l'Irak après une campagne aérienne d'un peu plus d'un mois, suivie par une pénétration massive des blindés et de l'infanterie aéroportée au Koweït et en Irak. Grâce à la supériorité que leur conféraient leur puissance de feu, leur mobilité et la vitesse de leurs déplacements, il ne fallut pas aux alliés plus de cent heures de combats terrestres pour écraser les forces irakiennes.

Mais Saddam Hussein conserva le pouvoir et infligea une répression brutale aux populations qui s'étaient révoltées contre lui après la guerre – les Kurdes, dans le Nord, et les Chiites, dans le Sud. En outre, les incendies allumés par les Irakiens dans des centaines de puits de pétrole ne furent éteints qu'en novembre 1991. Le régime de Saddam Hussein tenta également d'entraver l'action des Nations unies qui s'efforçaient, selon les résolutions du Conseil de sécurité, de localiser et d'éliminer les armes de destruction massive en Irak, y compris les usines nucléaires et les vastes arsenaux d'armes chimiques.

Indirectement, pourtant, la guerre du Golfe permit aux États-Unis de persuader les États arabes, Israël et une délégation palestinienne d'entamer des négociations directes pour résoudre les problèmes complexes qui s'opposaient à l'établissement d'une paix durable dans la région. Les pourparlers commencèrent à Madrid, le 30 octobre 1991. À leur tour, ils préparèrent la voie aux négociations secrètes qui eurent lieu en Norvège et débouchèrent sur un accord historique entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, signé le 13 septembre 1993 à la Maison-Blanche.

**PANAMA ET
L'ALENA**

Le Président avait également bénéficié d'un large appui des deux partis, au Congrès, pour la brève invasion du Panama par les forces des États-Unis, le 20 décembre 1989, opération qui permit aux Américains de déposer le dictateur panaméen Manuel Antonio Noriega. Au cours des années 1980, la toxicomanie, notamment l'usage du crack, avait at-

teint les proportions d'une épidémie aux Etats-Unis, et le président Bush avait placé «la guerre contre la drogue» au centre de son programme de politique intérieure. Les Américains avaient la preuve que Noriega se trouvait mêlé à ce trafic et espéraient, grâce à l'invasion du Panama, pouvoir traîner le dictateur devant les tribunaux. Mais ils avaient aussi d'autres raisons pour agir. L'un des objectifs de Bush était de placer à la tête de l'Etat Guillermo Endara, dont l'élection à la présidence de la république avait été ensuite annulée par Noriega. Bush déclara également aux journalistes qu'il avait envoyé des troupes au Panama pour sauver des vies américaines, contribuer à restaurer la démocratie et maintenir dans leur intégrité les traités sur le canal. Noriega finit par se rendre aux autorités américaines. Il fut jugé et condamné par un tribunal fédéral de Miami pour trafic de drogue et racket.

Par ailleurs, le gouvernement Bush progressa sur le front économique au cours de la négociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec le Canada et le Mexique, dont la ratification donna lieu à des débats prolongés au sein du gouvernement Clinton. En effet, les syndicats craignaient une fuite des emplois américains à l'étranger et les écologistes la délocalisation des entreprises vers des régions où les lois contre la pollution industrielle sont laxistes. Les gouvernements successifs de Bush et de Clinton avaient pourtant affirmé que l'ALENA élargirait les échanges de biens et de services, ferait baisser les prix et rendrait l'industrie des trois pays plus concurrentielle sur le marché mondial. Cet accord, ratifié fin 1993 par le Congrès, est considéré par beaucoup comme un terrain d'essais pour de futurs traités commerciaux visant à élargir la zone de libre-échange à tout l'hémisphère occidental.

**LES
ELECTIONS
PRESIDENTIELLES
DE 1992**

A mesure que se rapprochait l'élection de 1992, les Américains se retrouvaient dans un monde tellement transformé qu'ils n'auraient pu l'imaginer quatre ans plus tôt. Les repères familiers de la guerre froide – le mur de Berlin, les missiles intercontinentaux et les bombardiers en alerte perma-

nente – avaient disparu. L'Europe de l'Est était indépendante, l'Union soviétique s'était désintégrée, l'Allemagne était réunifiée, les Arabes et les Israéliens avaient entamé des négociations directes, la menace d'un conflit nucléaire avait fortement diminué. C'était comme si un tome d'un livre d'histoire s'était refermé et qu'un autre se soit ouvert.

Pourtant, chez eux, les Américains étaient moins optimistes ; ils devaient faire face à des problèmes aussi graves que familiers. Une fois terminés les festivités et les défilés militaires qui avaient marqué l'achèvement de la guerre du Golfe, les Etats-Unis se retrouvèrent dans la plus terrible récession enregistrée depuis le début des années 1980. Les pertes d'emplois affectaient en grand nombre les cadres moyens. Les cols bleus du secteur industriel avaient été durement touchés, mais beaucoup plus tôt. Quand l'économie amorça une reprise en 1992, la croissance fut virtuellement imperceptible jusqu'aux derniers mois de l'année ; même alors, bien des régions restèrent plongées dans la récession. Bien pis, le déficit fédéral continua de s'accroître, sous l'effet des dépenses de santé qui ne cessaient d'augmenter. Beaucoup d'Américains exprimaient un profond scepticisme quant à leur avenir et croyaient que le pays s'orientait dans une mauvaise direction.

Le journaliste conservateur Patrick Buchanan s'était porté candidat au début de la campagne, mais le président Bush et le vice-président Dan Quayle n'eurent aucun mal à obtenir l'investiture de leur parti. Du côté des démocrates, Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, se débarrassa de ses nombreux concurrents et obtint l'investiture de son parti. Il choisit comme colistier le sénateur du Tennessee, Al Gore, qui avait, au Congrès, la réputation de compter parmi les défenseurs de l'environnement les plus compétents et les plus éloquents.

Le profond malaise qui régnait dans le pays, préoccupé par l'orientation de son économie, suscita également l'apparition d'un candidat indépendant très remarqué – un chef d'entreprise texan d'une richesse considérable, H. Ross Perot, qui avait fait fortune dans les ordinateurs et le traitement des données. Il exploita l'intense frustration de l'opinion, irritée par l'inaptitude de Washington à résoudre effica-

cement les problèmes économiques, en particulier celui du déficit budgétaire. Des armées de bénévoles parvinrent à rassembler assez de signatures pour faire figurer son nom sur les bulletins de vote dans les cinquante Etats. Certes, les chances de Ross Perot étaient fort minces, mais il les gâcha en se retirant de la course au mois de juillet, pour rentrer dans l'arène en automne ; toutefois, du seul fait de sa présence, les questions économiques demeurèrent au centre du débat national.

Toute campagne présidentielle aux Etats-Unis comporte différents éléments, des problèmes d'actualité, des images et des personnalités, et malgré les vives préoccupations du pays pour l'avenir de son économie, l'élection de 1992 ne fit pas exception à la règle. Les efforts déployés par Bush pour obtenir sa réélection faisaient appel à deux arguments traditionnellement utilisés par les candidats sortants : l'expérience et la confiance. Mais c'était en quelque sorte une bataille de générations. George Bush, 68 ans, était probablement le dernier président à avoir combattu pendant la Seconde Guerre mondiale ; il avait en face de lui un prétendant plus jeune, Bill Clinton, qui, à 46 ans, loin de servir dans l'armée, avait participé aux manifestations contre la guerre du Vietnam. En invoquant l'expérience qu'il avait acquise comme président et comme commandant en chef, Bush attira également l'attention sur ce qu'il présentait comme un manque de jugement et de caractère de Clinton.

Pour sa part, Bill Clinton avait axé sa campagne sur un autre des thèmes électoraux les plus traditionnels et les plus mobilisateurs : le changement. Dans sa jeunesse, il avait eu l'occasion de rencontrer le président Kennedy et, trente ans plus tard, il reprit délibérément dans ses discours plusieurs thèmes évoqués par Kennedy en 1960 afin d'inciter les Américains à accepter le changement.

Après avoir été gouverneur de l'Arkansas pendant douze ans, Clinton pouvait se targuer de l'expérience acquise face aux véritables problèmes de la croissance économique, de l'enseignement et de l'assurance maladie qui, selon les sondages, étaient les principaux points faibles de George Bush. Le programme économique du président sortant était fondé sur un allègement des impôts et une réduction des dépenses

publiques ; Clinton proposait d'alourdir la fiscalité pour les riches et d'accroître les dépenses d'investissement dans l'enseignement, les transports et la communication, ce qui, d'après lui, augmenterait la productivité et la croissance, afin de réduire le déficit. En outre, les propositions de Clinton, quant à la maîtrise des coûts de santé, supposaient pour le gouvernement fédéral de plus grandes responsabilités que n'en voulait assumer le président Bush.

En faisant du changement le cheval de bataille de sa campagne et le thème principal des trois débats télévisés qui l'opposèrent à George Bush et à Ross Perot en octobre, Bill Clinton emporta la conviction de ses concitoyens. Le 3 novembre, il était élu quarante-deuxième président des Etats-Unis avec seulement 43 % des suffrages populaires.

CONCLUSION **I**ssus, à l'origine, d'un groupe de petites colonies obscures blotties le long de la côte atlantique, les Etats-Unis ont opéré une spectaculaire transformation pour devenir ce que le politologue Ben Wattenberg a appelé «la première nation universelle». Leur population, qui s'élève à quelque 250 millions d'habitants, compte des représentants de pratiquement toutes les nationalités, toutes les ethnies du globe. C'est aussi une nation où le rythme et l'ampleur du changement – économique, technologique, culturel, démographique et social – ne cessent d'augmenter. Les Etats-Unis sont souvent à l'avant-garde de la modernisation et de l'évolution qui emportent inéluctablement les autres nations, les autres sociétés vers un monde de plus en plus interdépendant,

Et pourtant, les Etats-Unis sont toujours unis par les valeurs essentielles qui ont présidé à leur fondation : la foi dans la liberté individuelle et la démocratie en politique ; la volonté de donner à chacun une chance de réussite et de faire partager le progrès économique par tous. La tâche permanente des Etats-Unis sera de faire en sorte que leurs propres valeurs, la liberté, la démocratie et l'égalité des chances, soient sauvegardées et s'épanouissent au moment où la nation et le monde arrivent au seuil d'un siècle nouveau.

LES TIERS PARTIS ET LES CANDIDATS INDEPENDANTS

Le système américain des partis est souvent considéré comme dualiste. En pratique, tel est bien le cas : la Maison-Blanche a toujours été occupée, depuis 1852, par un républicain ou un démocrate. Pourtant, au cours de la même période, le pays a produit une pléthore de tiers partis et de formations mineures. A titre d'exemple, 58 partis – parfois obscurs – étaient représentés au moins dans un Etat lors des élections présidentielles de 1992.

En général, les tiers partis s'organisent autour d'un ou de plusieurs thèmes. Quand leur chef est doté d'un certain charisme, ils peuvent obtenir de bons résultats. La présidence n'étant pas à leur portée, ils cherchent surtout une tribune pour faire connaître leurs préoccupations politiques et sociales.

Theodore Roosevelt. Au cours du xx^e siècle, le candidat d'un tiers parti qui a connu le plus grand succès fut l'ancien président républicain Theodore Roosevelt. Il était le chef du Progressive Party, qui avait obtenu 27,4 % des voix aux élections de 1912. L'aile progressiste du parti républicain avait été déçue par le président William Howard Taft, pourtant choisi comme dauphin par Roosevelt lui-même. Aussi avait-elle prié ce dernier de solliciter l'investiture du parti républicain en 1912. Il accepta et triompha de Taft au cours de nombreuses primaires. Mais celui-ci occupait la Maison-Blanche et tenait sous sa coupe l'appareil du parti ; ce fut lui qui obtint l'investiture.

Les partisans de Theodore Roosevelt firent donc sécession pour former le Progressive Party. Roosevelt fit campagne avec un programme qui réclamait une réglementation des grandes entreprises, le vote des femmes, l'établissement d'un impôt progressif sur le revenu, l'achèvement du canal de Panama et la protection de l'environnement. Sa tentative suffit à faire échouer William Taft. Mais, en divisant les voix des républicains, Theodore Roosevelt avait contribué à assurer l'élection du démocrate Woodrow Wilson.

Le parti socialiste. Le parti socialiste atteignit aussi son apogée en 1912 avec 6 % des voix. Son candidat «perpétuel», Eugene Debs, avait obtenu plus de 900 000 suffrages cette année-là, en préconisant la nationalisation des transports et des industries liées aux communications, la réduction de la durée hebdomadaire du travail et la mise en œuvre de travaux publics destinés à stimuler l'emploi. Jeté en prison pour délit de sédition au cours de la Première Guerre mondiale, Eugene Debs fit campagne du fond de sa cellule, en 1920, mais ni lui ni aucun de ses successeurs ne renouvela le score de 1912.

Robert LaFollette. Un autre candidat progressiste fut le sénateur Robert LaFollette, qui obtint 16,6 % des suffrages lors des élections de 1924. Après avoir longtemps défendu les agriculteurs et les ouvriers du secteur industriel, Robert LaFollette, ardent adversaire des grandes entreprises, fut le principal artisan de la renaissance du mouvement progressiste après la Première Guerre mondiale. Soutenu par les agriculteurs et les ouvriers, par les socialistes et les derniers fidèles du Progressive Party, il se présenta avec un programme de nationalisation des chemins de fer et des ressources naturelles du pays. En outre, il prônait un alourdissement de la fiscalité pour les riches et le droit aux négociations collectives pour les syndicats. Malgré un succès consi-

dérable dans certaines régions, il ne remporta finalement qu'un seul Etat, le sien, le Wisconsin.

Henry Wallace. *Le Progressive Party* renaquit de ses cendres en 1948, en accordant l'investiture à Henry Wallace, ancien secrétaire à l'Agriculture et ancien vice-président de Franklin Roosevelt. Après avoir brièvement occupé le poste de secrétaire au Commerce, sous la présidence de Harry Truman, il fut limogé pour s'être opposé à la fermeté manifestée par le Président envers l'URSS. Le programme de Henry Wallace, en 1948, consistait à refuser la guerre froide, à combattre le plan Marshall et à dénoncer les grandes entreprises. Il réclamait également la fin des discriminations contre les Noirs et les femmes, un salaire minimum et la dissolution de la commission des Activités antiaméricaines de la Chambre des représentants. Faute d'avoir rompu avec le parti communiste américain, qui lui avait accordé son soutien, il compromit sa popularité et n'obtint que 2,4 % des suffrages populaires.

Les Dixiecrats. *Le States Rights Party*, ou *Dixiecrat Party*, conduit par le gouverneur de Caroline du Sud Strom Thurmond, ne fit pas mieux que les progressistes. Comme ces derniers, les Dixiecrats s'étaient séparés des démocrates en 1948, mais là s'arrêtait la comparaison. S'ils ne manifestaient aucune opposition à la politique de la guerre froide appliquée par le président Truman, les Dixiecrats étaient hostiles à son programme concernant les droits civiques. Sous la bannière des «droits des Etats», le parti cherchait surtout à maintenir la ségrégation raciale et les lois «Jim Crow».

George Wallace. Les bouleversements sociaux et raciaux des années 1960 contribuèrent à attirer l'attention du pays sur un autre gouverneur du Sud adépte, lui aussi, de la ségrégation, George Wallace. Celui-ci avait rassemblé un certain nombre de partisans grâce à ses vigoureuses attaques contre les droits civiques, les libéraux et le gouvernement fédéral. Après avoir fondé l'*American Independent Party*, en 1968, il fit campagne pour les élections présidentielles et obtint 13,5 % des voix.

H. Ross Perot. *Tout tiers parti* cherche à exploiter le mécontentement populaire suscité par les grandes formations et le gouvernement fédéral. Pourtant, cette tendance s'est rarement manifestée aussi fortement que pendant la campagne de 1992. Le Texan Ross Perot possédait un don pour transmettre à un vaste public son message fondé sur le bon sens en matière d'économie et une attitude responsable dans le domaine budgétaire.

En ridiculisant les dirigeants nationaux et en ramenant son programme économique à quelques formules faciles à comprendre, Ross Perot n'eut pas grand mal à s'assurer l'attention des médias. Sa campagne était principalement animée par des volontaires et financée par sa fortune personnelle. Loin d'être choqués par sa richesse, bien des électeurs l'admiraient pour son succès dans les affaires et pour la liberté qu'il en retirait, n'ayant nul besoin de solliciter le soutien de groupes d'intérêt.

Ross Perot se retira de la course en juillet. Mais il retourna dans l'arène un mois avant les élections et obtint plus de 19 millions de voix. Jamais aucun candidat d'un tiers parti n'en avait réuni autant. En pourcentages, seul Theodore Roosevelt l'avait dépassé en 1912.

★